

RDC : deux experts de l'ONU disparus ont été retrouvés morts

@rib News, 28/03/2017 – Source AFPLes corps de deux experts de l'ONU disparus le 12 mars dans le centre de la République démocratique du Congo agités par une rébellion ont été retrouvés, a annoncé mardi à l'AFP le porte-parole du gouvernement congolais. "Le commissaire provincial de la police vient de rentrer du lieu où des corps ont été trouvés avec ceux de deux chercheurs de l'ONU", a déclaré à l'AFP Lambert Mende. "La femme a été décapitée et le corps de l'homme est entier", a-t-il précisé. [Photo : Michael Sharp et Zaida Catalan enlevés le 12 mars dans la province du Kasaï-central.]

Les deux experts, Michael Sharp et Zaida Catalan, respectivement de nationalité américaine et suisse avaient été enlevés le 12 mars en même temps que leurs quatre accompagnateurs congolais dans la province du Kasaï-central, secourus par la rébellion de Kamwina Nsapu, chef traditionnel tué en août 2016 lors d'une opération militaire, après s'être révoltés contre les autorités de Kinshasa. Mardi, l'Union européenne, l'Union africaine, les Nations unies et l'Organisation internationale de la Francophonie ont exprimé leur "profonde préoccupation" quant à "la grave situation" au Kasaï. Dans un communiqué commun reçu à Bruxelles, ces organisations s'alarment notamment d'"informations faisant état de la mort d'environ 40 membres de la police nationale congolaise". Lundi, la police nationale congolaise (PNC) a accusé des rebelles d'avoir massacré 39 de ses agents au Kasaï. Ces accusations surviennent avant le vote mercredi du Conseil de sécurité de l'ONU à propos du renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo (Monusco) - la plus grosse force de maintien de la paix onusienne au monde (très peu présente au Kasaï), alors que la situation de la RDC, en proie à une crise politique, sécuritaire, économique et sociale, inquiète grandement. Selon un communiqué du porte-parole de la PNC, les 39 policiers seraient tombés vendredi dans une "embuscade" tendue par des miliciens Kamwina Nsapu à Kamuesha (Kasaï), alors qu'ils circulaient à bord de camions de transport de troupes. Ils ont été enterrés par les rebelles dans une "fosse commune", a-t-il ajouté. "Le commandant de la police est en route pour procéder à l'exhumation des corps en vue des obsèques officielles et leur inhumation avec dignité", a déclaré à l'AFP Lambert Mende. Dans leur communiqué, les organisations internationales condamnent "cet acte ignoble", mais aussi "tous les autres actes de violence et les violations des droits humains qui se sont déroulés récemment dans la région des provinces du Kasaï", où au moins 400 personnes sont mortes depuis septembre 2016. Des enquêteurs onusiens ont en outre dénombré dix fosses communes liées à ces violences, dans la province du Kasaï Central. - Situation tendue à Kinshasa - La rébellion Kamwina Nsapu a été accusée par l'ONU de recruter des enfants d'avoir commis de nombreuses atrocités. En face, les forces de l'ordre se voient régulièrement reprocher par les Nations unies de faire un usage disproportionné de la force contre des miliciens armés essentiellement de bâtons et de lances-pierres. Mi-mars, la justice militaire congolaise avait annoncé avoir arrêté sept soldats dans le cadre d'une enquête après la publication sur les réseaux sociaux d'une vidéo mettant en cause un peloton militaire dans un massacre présumé perpétré au Kasaï-oriental. L'UE, l'UA, l'ONU et l'OIF exhortent "les forces de défense et de sécurité à être retenues dans les efforts visant à restaurer l'ordre dans les provinces du Kasaï". Elles demandent également, au niveau national, la nomination d'un "Premier ministre issu de l'opposition" en application de l'accord de transition conclu le 31 décembre 2016 censé conduire à la tenue d'élections prévues à la fin de cette année. Cet accord de la Saint-Sylvestre prévoit le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila jusqu'à l'entrée en fonction d'un successeur et la formation d'un gouvernement élargi dirigé par un membre de l'opposition. Mais ce nouveau gouvernement n'a toujours pas été formé. Lundi soir, les évêques catholiques qui assurent la médiation entre les deux parties ont constaté "l'impasse politique (des) discussions" après un nouveau cycle de négociations infructueuses. Dans ce contexte, la situation s'est tendue mardi à Kinshasa, où la présence policière était renforcée dans divers points stratégiques de la capitale. Selon des témoins, des accrochages entre forces de l'ordre et manifestants ont eu lieu dans plusieurs quartiers. Des pneus brûlés et des pierres jonchaient certaines rues, a constaté l'AFP. Les évêques ont rencontré ce mardi M. Kabila qui leur a promis de travailler pour régler la crise, selon un porte-parole de l'épiscopat. Le parti historique de l'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a de son côté annoncé qu'il organiserait une marche le 10 avril contre le pouvoir si la nouvelle équipe gouvernementale tardait à être formée.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});